

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 30 JUIN 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 25/378</b>		
<b>CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN - COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER - 2EME PARTIE DE PROGRAMMATION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR UN MONTANT TOTAL DE 40 000 € - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT, M. Joseph MINNITI.

**ABSENTS :**

Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/378

**BUREAU DU 30 JUIN 2025**

**O B J E T :   CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN - COMMUNE DE  
LA SEYNE-SUR-MER - 2EME PARTIE DE  
PROGRAMMATION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS  
POUR UN MONTANT TOTAL DE 40 000 € -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, relative à la réforme de la politique de la ville,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le Contrat de Ville Métropolitain 2024/2030 adopté en Conseil Métropolitain le 12 septembre 2024,

**VU** l'appel à manifestation d'intérêt lancé le 1<sup>er</sup> avril 2025,

**VU** l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 4 juin 2025,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, est pilote du Contrat de Ville 2024/2030,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence en matière de politique de la ville et de la programmation pour l'année 2025 du Contrat de Ville 2024/2030 prévoit une enveloppe globale de 600 000 euros de subventions pour accompagner des actions déployées et participant au développement social et urbain du territoire sur les 15 quartiers prioritaires de la ville dans les 4 communes concernées (Toulon, La Seyne-sur-Mer, Hyères-les-Palmiers et la Garde), dont 210 000 euros pour les actions déployées sur la commune de la Seyne-sur-Mer,

**CONSIDERANT** que suite à l'appel à projet lancé le 4 novembre 2024 et à l'analyse des projets reçus en lien étroit avec la commune, une première partie de programmation a été attribuée en janvier 2025 pour un montant total de subventions de 170 000 euros.

**CONSIDERANT** que suite à l'appel à manifestation d'intérêt été lancé le 1<sup>er</sup> avril 2025 pour la 2<sup>ème</sup> partie de programmation pour les actions déployées sur la commune de La Seyne-sur-Mer, il est proposé d'attribuer des subventions d'un montant total de 40 000 euros à 8 associations pour des actions déployées sur la commune de la Seyne-sur-Mer,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ATTRIBUER** des subventions pour un montant total de 40 000 € aux 8 associations suivantes pour des actions déployées sur la commune de la Seyne-sur-Mer :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole 2025
ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA)	Renforcement de la prévention et de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse sur le secteur de la Présentation	3 000 €
ASSOCIATION DE FORMATION POUR LA COOPERATION ET LA PROMOTION PROFESSIONNELLE MEDITERRANEENNE (ACPM)	Soutien santé mentale	10 000 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL NELSON MANDELA	La culture, outil de développement citoyen et d'amélioration du cadre de vie	5 000 €
CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAR (CIDFF)	Service d'Accompagnement Individualisé pour l'emploi femme	3 000 €
LES ATELIERS DE L'IMAGE	Education à l'image : l'atelier du film, Fabrique du dessin animé, l'image dans tous ses états	6 000 €
MAEFE	Eco création	5 000 €
METROPOLE GLISSE	Des activités pédagogiques et éducatives autour de la glisse urbaine pendant les vacances scolaires et en horaires décalés	6 000 €
NOUVEL HORIZON	Le sentier des petits chercheurs	2 000 €
TOTAL		40 000 €

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions ci-annexées avec les 3 associations suivantes :

- Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA),
- Association de Formation pour la Coopération et la Promotion Professionnelle Méditerranéenne (ACPM),
- Nouvel Horizon,

Le montant total des subventions attribuées respectivement à ces associations par la Métropole Toulon Provence Méditerranée dépassant le seuil de 23 000 euros.

## **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à prendre toutes dispositions à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée demandera aux associations listées à l'article 1 et l'article 2, de fournir un bilan qualitatif, quantitatif et financier au 31 décembre 2025 signé par le responsable légal de la structure afin de justifier la réalisation de leurs actions respectives.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits seront prélevés sur l'opération n°52157 – article 65748 du Budget Principal 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

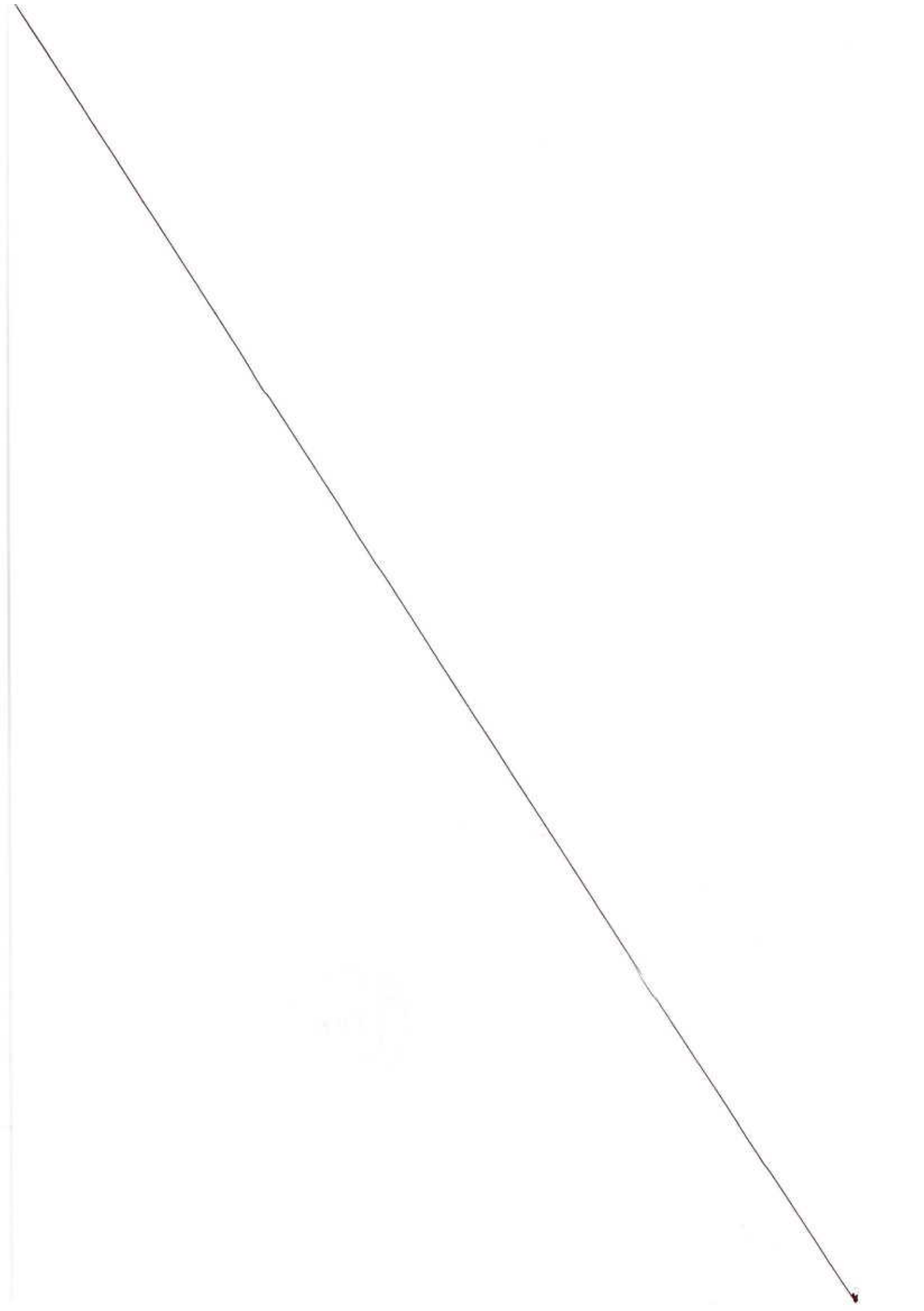
Fait à Toulon, le 30 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR 13  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0



**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION  
(APEA)**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

**ENTRE**

**La Métropole** « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la **décision n°** / du Bureau Métropolitain en date du

ci-après désignée *la Métropole*,

**ET**

**L'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion**, ayant son siège 5 avenue Garibaldi, 83500 LA SEYNE SUR MER, représentée par **Madame Cristina DE ROBERTIS**, agissant en qualité de Présidente,

ci-après désignée l' « **Association de Prévention et d'aide à l'insertion** »

Il est convenu ce qui suit :

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

L'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion (APEA) met en œuvre d'une part, auprès d'un public jeune en difficulté, des actions de prévention spécialisée, en lien avec une démarche d'insertion sociale et professionnelle et d'accompagnement de ces jeunes, et pour ce faire elle fonctionne en réseau sur plusieurs communes de la Métropole.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence prévention de la délinquance, la Métropole TPM, favorise la mise en réseau des acteurs de la prévention et de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant une ou plusieurs communes.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence prévention, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de la prévention et de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à l'amélioration du climat social ou favorisant la prévention.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**



## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association APEA s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

### **Descriptif des actions de l'association APEA soutenues par la Métropole :**

Médiation sociale : Renforcement de la prévention et de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse sur le secteur de la Présentation

**Durée de l'action** : annuelle.

## ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».



#### ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association **APEA** à hauteur de **3 000 euros (trois mille euros)**.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025

Médiation sociale	3 000 €
-------------------	---------

#### ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 3 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le versement de la subvention se fera en une fois à la réception de la convention signée.

Devront être communiqués :

✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par

l'association Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

## ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees-personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees-personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association de Prévention et d'Aide  
à l'insertion

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,

Le Président,

**Cristina DE ROBERTIS**

**Jean-Pierre GIRAN**



## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

Projet :

Médiation sociale	3 000 €
-------------------	---------

a) Objectif(s) :

Renforcement de la prévention et de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse sur le secteur de la Présentation

b) Indicateurs:

- Indicateurs quantitatifs:
  - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
  - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
  - o Impacts sur les bénéficiaires
  - o Réalisations pour l'année échue
  - o Lien des actions avec les besoins du territoire

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE FORMATION POUR LA COOPERATION ET  
LA PROMOTION PROFESSIONNELLE (ACPM)**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- **L'Association de formation pour la Coopération et la Promotion professionnelle**, ayant son siège social, 48 Avenue Marcel Delprat, 13013 MARSEILLE, représentée par Monsieur François TOUCAS, en qualité de président.

Il est convenu ce qui suit :

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

**L'Association de formation pour la Coopération et la Promotion professionnelle** a pour objectif de faciliter l'accès aux soins et l'insertion par la santé des publics vulnérables en situation de grande précarité. L'accompagnement en matière de soins et de prévention permet aux personnes de retrouver un état de santé stabilisé permettant de se maintenir en hébergement ou en logement, de commencer à élaborer des projets de vie sociale et professionnelle, un retour à la citoyenneté et de cheminer vers une meilleure inclusion sociale par un retour également de la confiance et de l'estime de soi.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association ACPM s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

### **Descriptif des actions de l'association ACPM soutenues par la Métropole :**

Soutien santé mentale : Soutien des professionnels œuvrant pour les publics en insertion ayant des troubles de la santé mentale (diagnostics et analyses de pratiques) – secteur La Seyne sur Mer

**Durée de l'action** : annuelle.

## ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à *respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « à *ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « à *s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

#### ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association **ACPM** à hauteur de **10 000 euros (dix mille euros)**.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025

Soutien santé mentale	10 000 €
-----------------------	----------

#### ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 10 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le versement de la subvention se fera en une fois à la réception de la convention signée.

Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par

l'association Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de séances et de rencontres plénières ainsi que le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.



## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**



La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees-personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees-personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association de formation pour la coopération  
et la promotion professionnelle

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Le Président,

**François TOUCAS**

**Jean-Pierre GIRAN**

## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

Projet :

Soutien santé mentale	10 000 €
-----------------------	----------

a) Objectif(s) :

Diagnostics et analyses de pratiques des professionnels oeuvrant pour les publics en insertion ayant des troubles de santé mentale, La Seyne sur Mer

b) Indicateurs:

- Indicateurs quantitatifs:
  - o Nombre de séances de conseils spécifiques
  - o Nombre de rencontres plénières
  - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
  - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
  - o Impacts sur les bénéficiaires
  - o Réalisations pour l'année échue
  - o Lien des actions avec les besoins du territoire

**CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION NOUVEL HORIZON**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n°        en date du

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

- L'association **Nouvel Horizon**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège à Les Vendanges Bt1 108, avenue S.Hessel, 83500 LA SEYNE SUR MER représentée par **Monsieur Karim BEN AISSA** dûment habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

**Ci-Après désigné « L'Association »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

L'association **Nouvel Horizon** favorise l'accès aux pratiques socioéducatives et socioculturelles à toute personne qui le souhaite, tout en véhiculant les valeurs suivantes : L'accessibilité à tous ; Le respect de l'intégrité et de l'intimité des personnes ; Des relations privilégiées entre les intervenants et les usagers ; Un enracinement dans son milieu ; Une ouverture sur le monde ; Un lieu d'écoute, de partage et de solidarité.

En vue d'aider toute personne sur le quartier Berthe, la ville de la Seyne sur mer, du département du Var et de la région PACA (Provence Alpes Côte d'Azur), l'association a pour objet : - D'organiser et de coordonner au profit des jeunes et des enfants des activités sociales, éducatives, culturelles, Sportives, humanitaires et économiques. - De mettre en place un soutien scolaire et/ou accompagnement à la scolarité aux enfants et jeunes. - D'établir des relations d'amitié et de coordination avec les autres associations - D'organiser un lieu d'accueil à une population fragilisée par les problèmes sociaux. - De créer et/ou gérer des structures proposant des projets en direction d'un public de tout âge et de toute origine - D'organiser des journées et/ou des séjours en famille. - La maîtrise d'œuvre de projets

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence cadre de vie et prévention, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de la prévention et de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à l'amélioration du climat social ou du cadre de vie.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association Nouvel Horizon intervenant sur la commune de La Seyne sur Mer.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association **Nouvel Horizon** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

**Descriptif des actions de l'association Nouvel Horizon soutenues par la Métropole :**

- **Le sentier des petits chercheurs :**

Créer un sentier sensoriel sécurisé et stimulant adapté au développement des tout-petits avec la participation des services civiques, des jeunes et des familles, en partenariat avec l'association Chercheurs en Herbe.

**Durée des actions :** annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,

- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association Nouvel Horizon à hauteur de **2 00 euros (deux mille euros)**.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025

Le sentier des petits chercheurs	2 000 €
----------------------------------	---------

#### ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 2 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le versement de la subvention se fera en une fois à la réception de la convention signée.  
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.



La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.



## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

## ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees-personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees-personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

**ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association

Nouvel Horizon

Le Président,

Karim BEN AISSA

La Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### Projets :

Le sentier des petits chercheurs	2 000 €
----------------------------------	---------

#### a) Objectifs:

**Créer un jardin sensoriel sécurisé et stimulant, adapté au développement des tout-petits**

#### b) Indicateurs:

- Indicateurs quantitatifs:
  - Nombre de beneficiaries et leur typologie, par domaine d'intervention
  - Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
  - Impacts sur les bénéficiaires
  - Réalisations pour l'année échue
  - Lien des actions avec les besoins du territoire